

PROCES VERBAL DE LA PREMIERE REUNION 2015/2016 DU

CONSEIL CONSULAIRE EN SA FORMATION

« BOURSES SCOLAIRES »

La séance plénière du Conseil consulaire réuni en formation « Bourses scolaires » s'est tenue le 30 avril 2015 à l'adresse suivante :

4101 Reservoir Road à Washington

Participants :

Etaient présents :

Membres de droit :

- M. SEROT-ALMERAS Olivier, Consul Général, Président du Conseil
- M. SHERRINGHAM Mark, Attaché de Coopération universitaire
- M. PITON Olivier, Conseiller consulaire, Vice-Président du Conseil consulaire
- Mme CURIONI Monique, Conseillère consulaire
- M. BADEY Frédéric, Conseiller consulaire
- Mme BOUTIN-KING Annie, Conseillère consulaire

Membres désignés :

- M. LEFEBVRE Frédéric, Autre, Député des Français de l'étranger
- Mme LEVY SILVEIRA Catherine, Proviseur du Lycée Rochambeau
- Mme DAVIDSON Pascale, Directrice de l'EFIP
- Mme DURIS Marie-Noëlle, Consul-adjointe, Chef de Chancellerie
- Mme GORDY Monique, Représentante ADFE
- M. CURNOL Alexandre, Président de l'UFE
- Mme CICCONE Christiane, Représentante du syndicat SNES-FSU
- Mme AZAIS Joëlle, Représentante du syndicat SE-UNSA
- Mme HARRINGTON Jocelyne, Représentant de l'Association des enseignants du Lycée Rochambeau
- Mme NELSON Anne, Représentant des Enseignants de l'EFIP

Experts :

- Mme BANGOURA Aissata, Agent comptable et de recouvrement du Lycée Rochambeau
- Mme FINUCAN Agnès, Responsable des admissions Lycée Rochambeau
- M. ROBERT Stéphane, Agent consulaire en charge du dossier bourses scolaires, Secrétaire de séance

Absent :

- M. FREDY Gabriel, Coordinateur AEFÉ Amérique du Nord

Ont été remis aux membres du Conseil consulaire les documents de travail suivants:

- Ordre du jour
- Instruction générale
- Télégramme de cadrage
- Eléments du barème
- Tarifs scolaires pour l'année scolaire
- Liste des demandes

Première partie avant examen des dossiers individuels

Le Président du Conseil consulaire a fait rappel du devoir de confidentialité, précisant qu'il serait dorénavant mentionné sur la liste d'émargement.

Mme DAVIDSON, directrice de l'EFIP, informe que les déplaçonnements décidés en Conseil local et validés en Commission nationale ne feraient pas, selon ses contacts à l'AEFE, l'objet du versement correspondant sur le compte de l'établissement. Le Conseil constate n'avoir reçu aucune information à ce propos. Il est convenu d'interroger les services concernés.

Par ailleurs, le maintien des mesures de plafonnement des tarifs de l'EFIP pour l'année scolaire 2015-2016 amènent le Conseil consulaire à solliciter (par 8 votes contre 5) -que ceux des tarifs qui sont indexés sur ceux de Rochambeau intègrent les frais annuels d'inscription de ce dernier établissement, qui n'existent pas à Philadelphie.

Examen des dossiers

Le Conseil consulaire a étudié 102 dossiers (-16 par rapport à 2014-15), représentant 56 familles (-10) et se composant de 16 nouvelles demandes (-9) et 86 renouvellements (-7).

Observations suivant l'examen des dossiers / synthèse de la séance

L'impact sur les bourses scolaires de la forte évolution du taux de change euro/dollars a été évoqué : il est constaté que l'impact sera nul en matière de revenu. En effet, la hausse mécanique de l'IPA sera compensée par la baisse, elle aussi mécanique, du quotient familial. L'effet sur l'aspect patrimonial est plus direct. Les plafonds de patrimoine sont formulés en euros, et leur contre-valeur en dollars souffre de la hausse de cette monnaie. Ainsi, il est précisé au Conseil que, dans l'hypothèse d'un taux de chancellerie au 16 septembre 2015 de 0,95, le plafond mobilier évoluerait de 131 578 dollars pour l'exercice en cours à 105 263 dollars pour l'année scolaire 2016-17, le plafond immobilier passant de 263 156 à 210 526 dollars. L'impact sur les dossiers du Conseil de Washington sera suivi.

Notre député Frédéric Lefebvre a formulé ses vœux de voir la France relever son investissement dans sa communauté expatriée, en particulier au travers de son réseau éducatif. Il a précisé que le gouvernement pourrait reconsidérer le statut du 401K. Après quelques échanges sur l'évolution et les difficultés du réseau, le Président a levé la séance.